Arc-en-Barrois : finances de la commune

Commune · Haute-Marne (52) · 700 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Arc-en-Barrois affichait un encours de dette de 1,6 M€, soit 2 348 € par habitant, une épargne brute égale à 35,6 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 2,2 ans.

Dette par habitant
2 348 €
1,6 M€ au total

Capacité de désendettement
2,2 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
35,6 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 928 € / hab.
1,3 M€ au total

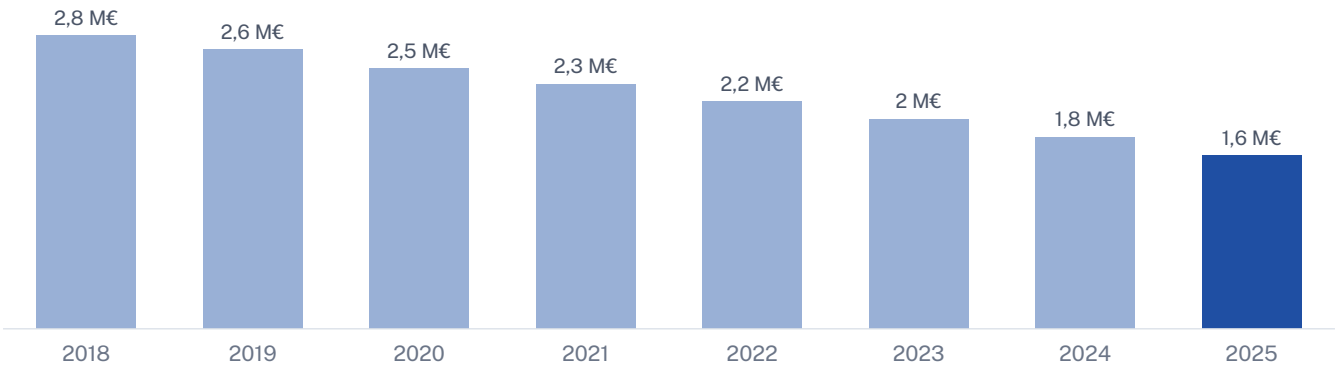
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 928 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	46,8 %	902 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	35,6 %	1 067 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	2 348 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	485 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	728 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 2,8 M€ en 2018 à 1,6 M€ en 2025 (-40,9 %).

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	2,8 M€	15,4 %	14,8 ans	958 k€
2019	2,6 M€	0,4 %	626,4 ans	304 k€
2020	2,5 M€	15,9 %	13,1 ans	454 k€
2021	2,3 M€	14,4 %	13,4 ans	886 k€
2022	2,2 M€	11,6 %	14,6 ans	567 k€
2023	2 M€	19,3 %	6,5 ans	158 k€
2024	1,8 M€	34,8 %	2,5 ans	399 k€
2025	1,6 M€	35,6 %	2,2 ans	340 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Arc-en-Barrois	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	2 348 €	1 183 €	+98,5 %
Impôts locaux par habitant	728 €	509 €	+43 %
Frais de personnel par habitant	902 €	440 €	+105,2 %
Investissement par habitant	485 €	429 €	+13,1 %
Taux d'épargne brute	35,6 %	21,4 %	
Capacité de désendettement	2,2 ans	3,5 ans	

Jumelles : Saint-Quirin (57), Bourmont-entre-Meuse-et-Mouzon (52), Quarré-les-Tombes (89), Pierrefitte-sur-Sauldre (41), Guillon-Terre-Plaine (89), Puycapel (15), Lézinnes (89), Le Pin-la-Garenne (61), Épineuil (89), Entrains-sur-Nohain (58). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	779	700	−10,1 %	−3,9 %
Dette par habitant	3 400 €	2 348 €	−30,9 %	−40,6 %
Impôts locaux par habitant	590 €	728 €	+23,4 %	+35,3 %
Frais de personnel par habitant	574 €	902 €	+57,2 %	+24 %
Taux d'épargne brute	0,4 %	35,6 %	+35,2 points	−3,1 points
Capacité de désendettement	626,4 ans	2,2 ans	−624,2 ans	−0,2 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		3 799 €		2 179 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Arc-en-Barrois	Comparaison
Habitants (2023)	671	−15,1 % depuis 2012 (département : −7,6 %)
65 ans ou plus (2023)	37 %	département : 26,7 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1,5 pour 100 habitants	département : 4,6
Salariés du secteur privé (2025)	86	−31,7 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	81	−13,8 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	96,8	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

280 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 330 emplois, soit 130 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	1,8 %	2,9 %	1,3 %	3 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	11,2 %	5,8 %	6,6 %	10,5 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	5,4 %	9,4 %	20,1 %	8,7 %
Professions intermédiaires	20,5 %	23 %	26,4 %	17,8 %
Employés	38,8 %	30,2 %	26,1 %	35,8 %
Ouvriers	22,3 %	28,7 %	19,5 %	24,1 %

Professions les plus exercées par les habitants : Grand Est

Profession	Habitants (environ)	Part
Infirmiers en soins généraux salariés	41 560	1,8 %
Aides-soignants	41 560	1,8 %
Secrétaires, employés de la bureautique	40 610	1,7 %
Ouvriers du nettoyage	40 040	1,7 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	34 540	1,5 %
Conducteurs de poids lourds	33 880	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	33 820	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	31 800	1,4 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	27 950	1,2 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	26 970	1,2 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	26 170	1,1 %
Employés de libre-service du commerce	23 860	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Haute-Marne (52)) : 3 745 au moins, dont 53,2 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	256	55,9 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	216	63,4 %
Employés de libre service	210	18,1 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	145	69,7 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	125	98,4 %
Télévendeurs et téléconseillers	111	72,1 %

Métier	Projets	Difficiles
Assistants maternels, auxiliaires de puériculture, assistants familiaux et gardes à domicile	108	92,6 %
Caissiers	104	26 %
Secrétaires bureautiques et assimilés	92	18,5 %
Agents d'entretien de locaux	83	44,6 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Arc-en-Barrois
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	605 k€ pour 23 projets
Par habitant	864 € (communes de même taille : 210 € ; département : 452 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	35,3 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2025	DETR	Travaux d'assainissement-phase 1	72 658 €
2025	DETR	Installation de panneaux photovoltaiques pour production d'energie en autoconsommation	26 173 €
2025	DETR	Videoprotection	20 517 €
2025	DETR	Creation d'un city-stade	20 514 €
2023	DETR	Création de l'aire de jeux Saint Jacques	11 400 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.